



Le billet du Recteur

n°101

APRÈS LES MUNICIPALES : LA RÉPUBLIQUE À L'ÉPREUVE DU LANGAGE

Je m'étais abstenu, volontairement, de tout commentaire avant l'issue des deux tours des élections municipales. Non par indifférence au débat public, mais par souci de retenue institutionnelle. Les responsables religieux, lorsqu'ils parlent, doivent le faire à distance de la compétition électorale elle-même. La démocratie exige cette pudeur, à moins que l'islam ne soit explicitement convoqué comme enjeu électoral par les protagonistes, comme cela a déjà été le cas dans un passé pas si lointain. Dans de telles circonstances, le silence deviendrait une forme d'abdication.

Le temps de l'analyse est désormais venu.

Les élections municipales de 2026 ont confirmé une transformation profonde de la vie politique française. Les analyses convergent : la participation demeure fragile, la géographie électorale se fragmente davantage et les clivages territoriaux se renforcent. Les grandes métropoles demeurent majoritairement orientées vers des majorités progressistes, tandis que d'autres territoires expriment un vote de contestation plus marqué. Le paysage politique apparaît désormais structuré autour de plusieurs pôles concurrents, sans qu'aucun ne s'impose clairement.

Cette fragmentation n'est pas seulement électorale ; elle est aussi sociale, culturelle et symbolique. Elle révèle une société qui doute de ses institutions autant qu'elle doute d'elle-même.

Mais au-delà de ces dynamiques structurelles, un autre phénomène s'est imposé au cours de cette campagne, avec une intensité qui ne peut être ignorée : la banalisation d'un langage raciste et islamophobe dans l'espace public.

Les faits sont documentés.

Des candidats ont été visés non pour leurs programmes, mais pour leur prénom, leur origine supposée ou leur confession réelle ou imaginée. À Bordeaux, le candidat Nordine Raymond a reçu des milliers de messages haineux l'accusant d'« islamiser la France ». À Troyes, Sarah Fraincart a été prise pour cible en raison de sa double nationalité franco-marocaine et insultée publiquement sur les réseaux sociaux. À Strasbourg, Mohamed Sylla a été sommé de « retourner en Afrique » par des internautes qui refusaient simplement de reconnaître sa légitimité à briguer une mairie. Dans la même ville, Jamila Haddoum a été menacée physiquement au couteau lors d'un collage d'affiches. Au Le Kremlin-Bicêtre, les affiches de Toufik Khiaïr ont été taguées de l'insulte « sale Arabe ».

Ces faits ne sont ni anecdotiques ni marginaux. Ils dessinent un climat.

À cela s'est ajoutée une autre dérive : la circulation rapide de fausses informations à connotation raciale. L'épisode ayant entouré l'élection de Bally Bagayoko à la mairie de Saint-Denis en offre un exemple éclairant. Une phrase mal entendue lors d'une interview nocturne a été tronquée, relayée et transformée en polémique nationale avant même d'être vérifiée. Ce qui aurait dû relever d'un simple malentendu médiati-

Des candidats ont été visés non pour leurs programmes, mais pour leur prénom, leur origine supposée ou leur confession.



atique est devenu, pendant plusieurs jours, un débat public sur l'identité raciale d'une ville.

Il serait trop simple d'attribuer ces dérives à un seul courant politique ou à quelques individus isolés. Le phénomène est plus profond. Ce qui frappe, dans les témoignages recueillis durant cette campagne, c'est le caractère « décomplexé » de ces propos. Des citoyens ordinaires, parfois sous leur véritable identité, se permettent aujourd'hui d'écrire ou de dire publiquement ce qui, hier encore, aurait suscité une condamnation immédiate.

Autrement dit : un seuil a été franchi.

Il serait irresponsable de nier que les musulmans de France ont été particulièrement visés par certaines rhétoriques de campagne. Le débat récurrent sur un supposé « ent-

risme islamiste » dans les municipalités a souvent glissé vers des amalgames qui, en pratique, ont fini par désigner les musulmans eux-mêmes comme une catégorie suspecte.



Les musulmans de France ne demandent rien d'autre que ce que la République promet à chacun.

La République ne peut prospérer dans l'ombre du soupçon collectif.

Il ne s'agit pas ici de revendiquer un privilège ou d'entretenir une posture victimaire. Les musulmans de France ne

demandent rien d'autre que ce que la République promet à chacun : l'égalité devant la loi, la dignité dans la parole publique et la possibilité de participer à la vie civique sans être assignés à une identité qui les précéderait.

Mais la question posée dépasse largement la seule communauté musulmane.

Car lorsqu'un citoyen est disqualifié en raison de son nom, de sa couleur de peau ou de sa religion supposée, c'est l'idée même de citoyenneté qui est fragilisée. Lorsque le débat politique se nourrit d'amalgames identitaires, c'est la République qui s'appauvrit intellectuellement et moralement.

La France a traversé, dans son histoire, des moments où la tentation du repli identitaire a gagné du terrain. Elle a toujours fini par se relever lorsque la raison républicaine reprenait le dessus. Cette raison républicaine repose sur une idée simple mais exigeante : la nation n'est pas une communauté de sang, mais une communauté de destin.

Il appartient à tous, responsables politiques, médias, intellectuels, citoyens, de mesurer

les conséquences des mots qu'ils prononcent. Dans une démocratie fragile, le langage n'est jamais neutre. Il peut éclairer le débat ou l'assombrir durablement.

Les municipales de 2026 ont été, à cet égard, un révélateur.

La question qui se pose désormais est simple, mais elle est grave : jusqu'où laisserons-nous dériver notre débat public ? La France possède les ressources morales, historiques et intellectuelles pour refuser cette pente. Elle les a déjà mobilisées dans le passé. Elle devra les mobiliser de nouveau.

Les musulmans de France, pour leur part, savent qu'ils participent pleinement de cette histoire nationale. Ils en partagent les devoirs autant que les droits. Leur responsabilité n'est pas seulement envers leur communauté de foi, mais envers la République elle-même, dont ils sont des citoyens à part entière.

C'est pourquoi la vigilance que nous appelons de nos vœux n'est pas communautaire : elle est nationale. La dignité du débat public n'est pas un détail de la démocratie. Elle en est la condition.

Et la République, lorsqu'elle est fidèle à elle-même, ne cède jamais à la facilité de la haine.

À Paris, le 23 mars 2026

CHEMS-EDDINE HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris



Ph © Guillaume Sauloup